



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## grande distribution

Question écrite n° 41362

### Texte de la question

M. Jacques Le Guen \* attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les « marges arrière » pratiquées par la grande distribution. Lors de la présentation d'une série de mesures visant à soutenir l'activité économique et relancer la consommation, il aurait fait part de son intention de réformer les dispositions de la loi n° 96-588 du 1er juillet 1996, dite « loi Galland ». Celle-ci vise notamment à combattre la pratique déloyale des « marges arrière », qui pénalise les producteurs et les fournisseurs de la grande distribution. Les organisations professionnelles s'inquiètent d'une éventuelle remise en cause de la loi précitée, qui, si elle n'a pas permis d'assainir complètement les pratiques commerciales, a toutefois préservé un certain équilibre entre les différentes formes de commerce, en complément des efforts consentis par ailleurs, pour revitaliser le commerce de proximité. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui préciser ses intentions dans ce domaine.

### Texte de la réponse

La recherche de solutions à l'accroissement des marges arrière qui pénalisent les consommateurs et les professionnels du commerce et de l'industrie est une priorité du Gouvernement. À l'issue d'une table ronde organisée le 3 juin 2004 entre les différents acteurs du secteur de la distribution, un engagement a été signé, le 17 juin 2004, entre les industriels, les distributeurs, les représentants des commerçants et des agriculteurs, le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre délégué aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation. Les signataires se sont engagés à baisser les prix des produits de marque des grands industriels de 2 % en moyenne dès septembre 2004. Pour l'année 2005, les marges arrière seront réduites d'un point en moyenne par rapport au niveau de l'année 2004 et accompagnées d'une modération tarifaire des industriels. En outre, une commission d'experts sera chargée de faire le bilan de la législation existante et de proposer des mesures appropriées pour faciliter les relations entre les fournisseurs et les distributeurs et permettre la baisse des prix des produits de grande consommation. Par ailleurs, pour favoriser un développement harmonieux et équilibré de toutes les formes de commerce, le Gouvernement a souhaité augmenter les crédits du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC), par une dotation supplémentaire de 42 %. Ces crédits passent ainsi à 100 MEUR pour l'année 2004, à destination du commerce rural et de proximité. Enfin, une réflexion générale est par ailleurs engagée dans le domaine de la redynamisation du commerce rural et de proximité.

### Données clés

**Auteur :** [M. Jacques Le Guen](#)

**Circonscription :** Finistère (5<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 41362

**Rubrique :** Commerce et artisanat

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire** : économie

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 15 juin 2004, page 4368

**Réponse publiée le** : 10 août 2004, page 6281